



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

centres hospitaliers

Question au Gouvernement n° 4335

Texte de la question

MOUVEMENT DES PERSONNELS HOSPITALIERS

M. le président. La parole est à M. Patrick Weiten, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Patrick Weiten. Madame la ministre des affaires sociales et de la santé, les infirmières et les infirmiers n'en peuvent plus. Ils sont dans la rue. Des rassemblements, initiés par dix-huit syndicats et organisations professionnelles représentatives des infirmiers salariés, qu'ils exercent dans le privé, le public ou à titre libéral, ainsi que les étudiants, témoignent aujourd'hui, une fois de plus, de leur détresse.

Cet été déjà, les suicides de plusieurs soignants ont mis en évidence une souffrance grandissante et insupportable. Cadences infernales, manque de personnel, étranglement budgétaire, insécurité, pénibilité non reconnue et absence de considération de la part du Gouvernement : oui, leur colère est affirmée, justifiée et légitime. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

Il y a quelques semaines, vous vous êtes glorifiée d'avoir sauvé la Sécurité sociale. Sachez, madame la ministre, que les Français ne sont pas dupes. Le mirage du retour à l'équilibre se paie. Il se paie, au mépris des patients, par la dégradation des conditions de travail de ces personnels de santé qui sont les premières victimes expiatoires de vos économies drastiques.

Plusieurs députés du groupe Union des démocrates et indépendants. Très juste !

M. Patrick Weiten. Au chevet des malades à l'hôpital, dans le maintien à domicile des personnes dépendantes et au sein des maisons de retraite, les infirmiers et les soignants accomplissent les gestes qui soignent le corps tout en prodiguant la sollicitude qui guérit l'âme.

Malheureusement, depuis 2012, vous avez rendu leur métier inhumain. En effet, la surcharge de travail qui leur est imposée les empêche de mener à bien leur mission, de faire évoluer leurs précieuses connaissances et de former les étudiants stagiaires qui leur sont confiés. La situation est grave et alarmante. Les infirmiers attendent une réponse, mais surtout des actes concrets et immédiats.

Madame la ministre, quand allez-vous cesser de dévaluer et de mépriser le travail de ces acteurs premiers et essentiels de notre système de santé ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, la ministre Marisol Touraine a eu l'occasion de répondre

par deux fois à une question sur ce sujet venant de bancs différents.

Mme Claude Greff. Elle n'a pas convaincu !

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'adhère en écho à ces propos et à ce qui a été exprimé sur tous les bancs, à savoir un profond attachement à la fonction publique,...

Mme Claude Greff. Il ne suffit pas de le dire !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...qu'il s'agisse de la fonction publique d'État quand on parle de la police, des collectivités locales quand il faut accueillir des populations en difficulté, ou de la fonction publique hospitalière.

Je rends naturellement hommage à ces hommes et ces femmes, notamment dans les services de santé, qui font un travail considérable et dont chacun salue la proximité et l'humanité.

Mme Claude Greff. Concrètement ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Mais puisque nous sommes ici, à l'Assemblée nationale, dans un débat politique qui doit être à la hauteur des enjeux et de l'attente des Français, je veux vous dire une chose : j'entends les uns proposer davantage de postes de policiers et de gendarmes,...

M. Christian Jacob. C'est contre vous qu'ils manifestent !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...davantage de moyens pour l'hôpital, et j'entends presque certains nous dire qu'il faut encore plus de moyens pour l'éducation nationale, sans naturellement parler du passé et du bilan du quinquennat précédent.

Je veux que vous nous expliquiez, monsieur le député, comment on fait avec 300 000, 500 000, 700 000 fonctionnaires de moins (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain*), c'est-à-dire ce que vous proposez dans le cadre de votre primaire, qu'au demeurant je respecte.

Mme Christine Pires Beaune. Bravo !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Oui, l'État, la fonction publique c'est la colonne vertébrale de la nation. C'est ainsi que la France s'est construite.

Mme Claude Greff. Des promesses ! Nous, nous agissons !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Mais puisqu'un moment de vérité va s'ouvrir devant les Français, je vous demande de faire preuve de vérité, de responsabilité...

M. Philippe Cochet. Un Premier ministre ne devrait pas dire cela...

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...parce que ceux qui proposent autant de suppressions sont les mêmes qui mettent en cause l'action du Gouvernement qui a créé 9 000 postes dans la police et la gendarmerie, 60 000 dans l'éducation, 31 000 dans la fonction publique hospitalière. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Christian Jacob. C'est faux !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Eh bien moi, je suis prêt, avec la majorité, à engager un débat, bilan contre bilan et projet contre projet. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et*

républicain.)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Weiten](#)

Circonscription : Moselle (9^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4335

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 novembre 2016](#)